L'intégration des FFI alsaciens dans l'Armée en 1944-1945

How the Alsatian members of the FFI movement joined the ranks of the armed forces in 1944-1945

Die Eingliederung der elsässischen Widerstandskämpfer in die Armee 1944-45

Stéphane Weiss et Bénédicte Weiss

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4201>

DOI : 10.4000/alsace.4201

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2019

Pagination : 267-286

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Stéphane Weiss et Bénédicte Weiss, « L'intégration des FFI alsaciens dans l'Armée en 1944-1945 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 145 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 24 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4201> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4201>

L'intégration des FFI alsaciens dans l'Armée en 1944-1945

Stéphane Weiss et Bénédicte Weiss

267

La libération de l'Alsace est intervenue après l'instauration par le général de Gaulle d'un cadre réglementaire pour l'emploi militaire des volontaires des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) : décision du 28 août 1944 de dissolution progressive des états-majors FFI, décrets des 19 et 20 septembre 1944 actant leur intégration dans l'armée et création de nouvelles régions militaires, dont le processus était en voie d'achèvement dès novembre 1944¹.

Dès lors, l'intégration dans l'armée des FFI alsaciens aurait pu se cantonner aux formules éprouvées dans les régions déjà libérées : extinction des organes FFI au profit de la nouvelle 10^e Région militaire prévue pour les deux départements alsaciens et tri par une procédure d'engagement pour la durée de la guerre. Le rattachement à l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) des principaux cadres résistants alsaciens ne laissait pas augurer de difficulté. L'intégration militaire des organes FFI d'Alsace n'a pourtant pas été plus rapide qu'ailleurs et s'est étalée sur deux mois et demi (du 25 novembre 1944 au 9 février 1945) comme en région parisienne, en région toulousaine ou en Bretagne par exemple. L'Alsace a aussi vu l'apparition de formules d'engagement originales.

1. Stéphane WEISS, « Le rétablissement de l'autorité militaire dans les régions françaises en 1944-1945 », Centre d'histoire de Sciences Po, *Histoire@Politique*, n° 34, 2018 [en ligne : www.histoire-politique.fr].

Ces aspects sont peu mis en avant dans l'historiographie consacrée à la libération de l'Alsace. Les organes FFI alsaciens y sont dépeints comme apolitiques malgré l'énumération d'actes démontrant le contraire et voisins de ceux observés dans les autres régions² : arrestations extrajudiciaires, volonté de contrôle de la presse et des administrations, confusion des fonctions de responsables FFI départementaux et de présidents des comités de libération... Un certain flou entoure aussi leurs modalités d'emploi militaire. En 1980, au sein de l'inventaire des formations FFI publié par le Service historique de l'armée de terre (SHAT), il a été indiqué que les bataillons de sécurité levés en Alsace en 1945 étaient sous les ordres du commandant FFI du Bas-Rhin³, ce que les fonds conservés infirment. De même un bataillon de FFI de la Meurthe-et-Moselle est parfois curieusement assimilé aux FFI alsaciens⁴.

Ces constats invitent à étudier finement les modalités de l'intégration militaire des FFI alsaciens, au sens du décret du 19 septembre 1944 sur l'emploi des FFI : leur placement sous l'autorité des régions militaires (article 1 du décret) et leur enrégimentement (articles 2 et 3). Au plan national, la guerre se poursuivant, ce processus a été entamé sans attendre. Il ne doit pas être confondu avec l'homologation des grades FFI démarrée le 26 mai 1945 par voie de décrets, alors que s'amorçait déjà la démobilisation des FFI engagés dans l'armée. Dans ce cadre, cet article analyse les différents pans de l'intégration militaire des FFI alsaciens, ses singularités et ses résultats.

2. Fernand L'HUILLIER, *Libération de l'Alsace*, Paris, Éditions Hachette, 1975, p. 150-151, 162-168. Eugène RIEDWEG, *La Libération de l'Alsace – Septembre 1944-Mars 1945*, Paris, Tallandier, 2014, p. 203-215.

3. Roger MICHALON, *Les Grandes Unités françaises – Guerre 1939-1945*, Tome VI, SHAT, 1980, p. 790-791.

4. Eugène RIEDWEG, *La Libération...*, *op. cit.*, p. 81, au sujet du Bataillon III/20.

Cadre méthodologique

Cet article s'appuie principalement sur les fonds conservés au Service historique de la Défense (SHD). Ils permettent d'appréhender les unités et les organes FFI alsaciens.

Les sources

Au SHD, le chercheur dispose de la sous-série 19P (dossiers d'homologation des unités FFI) et de la sous-série 13P relatives à l'activité des FFI en 1944-1945. Les dossiers d'homologation, rédigés après-guerre (entre décembre 1947 et mars 1949 concernant l'Alsace) dans une optique de reconnaissance de droits (pensions, décorations), sont des sources incontournables mais à manier avec précaution⁵. Comme l'indique l'exergue préventive des compilations publiées pour certaines régions par le SHAT, « malgré leur apparence de précision, [ces dossiers] n'ont qu'une valeur relative⁶ ». Leur contexte de production n'est pas non plus à négliger : les dossiers bas-rhinois et haut-rhinois (cotes 19P67 et 19P68) ont été homologués par des commissions présidées par les anciens responsables FFI départementaux, leur conférant une dimension d'exposé *pro domo*.

Hormis la cote 13P69 relative à la *Brigade Alsace-Lorraine*, la sous-série 13P offre peu d'éclairage sur les FFI alsaciens. Les cotes 13P27, 87 et 120 se cantonnent à des copies et à des compilations des dossiers d'homologation précités. La cote 13P23 est principalement composée de récits écrits de décembre 1944 à la fin des années 1950 par deux responsables résistants, Marcel Kibler et Guy d'Ornant. Repris par la suite⁷, ils se focalisent sur l'action de leurs auteurs. Pour trouver d'autres sources contemporaines des faits, il convient d'étudier d'autres fonds :

5. Julien BLANC, « Une source irremplaçable et biaisée : les dossiers d'homologation des résistants », in Julien BLANC et Cécile VAST (dir.), *Chercheurs en Résistance, pistes et outils à l'usage des historiens*, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 135-150.

6. Général DE LA BARRE DE NANTEUIL (Général), *Historique des unités combattantes de la Résistance, Charente et Charente-Maritime*, SHAT, 1973, p. 110.

7. André SIMON, *Marcel Kibler (alias commandant Marceau) raconte la Résistance alsacienne*, Colmar, Jérôme Do Bentzinger, 2008.

ceux laissés par la 10^e Région militaire (sous-séries 6P et 9P) et par les diverses unités créées en son sein (sous-série 12P), sans oublier les fonds de la 1^{re} Armée (sous-série 10P).

Quels FFI considérer ?

En novembre 1944 au début de la libération de l'Alsace, le terme FFI n'avait pas encore de définition précise. Le cadre d'homologation des combattants FFI n'a été stabilisé qu'en 1953⁸. Fin 1944, l'emploi du terme FFI apparaît polymorphe et, dans une approche historiographique, ne saurait être réduit aux définitions normatives ultérieures. Il a rapidement désigné tous les combattants volontaires trouvés en métropole, avec ou sans antériorité résistante. Dans les fonds de la 1^{re} Armée, le terme est ainsi indistinctement employé pour désigner les FFI alsaciens locaux et un bataillon d'anciens *Malgré-Nous* sortis des camps de prisonniers alliés puis réemployés sous l'égide de la 10^e Région⁹.

Pour appréhender l'emploi militaire des FFI alsaciens, il convient donc de considérer l'ensemble des collectifs alsaciens qualifiés comme tels dans les fonds étudiés de 1944-1945, soit quatre populations aux voies d'intégration militaire distinctes : les *FFI locaux* organisés dans les départements annexés, ceux organisés en Zone sud au sein de collectifs affirmant une identité alsacienne et mosellane, ceux organisés en Suisse et les ex-*Malgré-Nous* réemployés en Alsace.

Concernant les *FFI locaux*, les dossiers d'homologation en recensent 10 979 dans le Bas-Rhin et 9 117 dans le Haut-Rhin. Encore faut-il y distinguer les effectifs armés : dès décembre 1944¹⁰ puis dans ses récits ultérieurs, Marcel Kibler ne signale que 3 500 hommes journellement en service dans le Bas-Rhin et 3 000 dans le Haut-Rhin. Du fait de la ponction démographique de l'incorporation forcée, il s'agit davantage d'hommes mûrs que de jeunes gens. Hormis de petits maquis-refuges pour des réfractaires, les organisations alsaciennes reposent sur des groupes sédentaires organisés par village ou quartier.

8. *Bulletin officiel des Armées*, n° 315, 5/11/1953.

9. SHD, GR 10 P 327. 2^e Corps d'armée, rapports quotidiens du 3^e Bureau, janvier 1945.

10. SHD, GR 13 P 23. Historique de la Résistance alsacienne par Marcel Kibler et Guy d'Ornant, 5/12/1944.

Les FFI locaux sont très peu armés faute de parachutages alliés en Alsace : seules des armes dissimulées ou de prise leur sont accessibles en novembre 1944.

Les volontaires de la Zone sud sont issus de la diaspora des réfugiés de 1939-1940 ayant refusé de retourner dans les départements annexés, des expulsés et des réfractaires ayant fui l'enrôlement allemand. L'idée de les regrouper spécifiquement est promue précocement, en tant que *Groupe mobile d'Alsace (GMA) Sud*. Elle aboutit en septembre 1944 à l'émergence de plusieurs groupements. La *Brigade Alsace-Lorraine*, organisée en région toulousaine et en Dordogne, est la plus connue. Héritière du projet de *GMA Sud*, elle se met en route le 10 septembre et est bientôt rejointe par des éléments de Savoie et de Haute-Savoie. Toulouse et Montauban servent de matrice à deux autres formations : le *Bataillon Schmidt* (du capitaine Marcel Schmidt) et le *Bataillon Rapp* (du capitaine Paul Katz). La *Demi-brigade Oziol* (du lieutenant-colonel Jean Oziol) prend, elle, corps à Clermont-Ferrand. Le 11 octobre 1944, ces éléments, déjà engagés avec la 1^{re} Armée ou encore en trajet, représentent quelque 2 760 volontaires¹¹. Un groupe de 60 volontaires alsaciens ou « amis de l'Alsace » se signale aussi à Reims le 9 septembre¹². Ces hommes n'étaient pas tous alsaciens ou mosellans : la *Brigade Alsace-Lorraine* a ainsi compté dans ses rangs des Périgourdins puis des volontaires belfortains.

Le *GMA Suisse* du commandant Ernest Georges naît d'un processus inédit de mobilisation en Suisse, en amalgamant des Alsaciens résidents de longue date et des réfractaires. Le commandant Georges entre en relation avec l'état-major de l'Armée B le 10 septembre, obtenant que le *GMA* y soit intégré. Ses hommes rejoignent le Doubs à partir du 21 septembre.

Les *Malgré-Nous*, déserteurs ou non, faits prisonniers en France par les Alliés, sont progressivement remis aux autorités militaires françaises. Jugés « intéressants à récupérer » car déjà formés dans l'armée allemande¹³, ils sont regroupés en vue d'une mise à la disposition des 10^e et 21^e Régions militaires prévues pour l'Alsace et la Moselle. Le transfert vers Nancy d'au

11. SHD, GR 10 P 225. Fiche 504-EMGG/I, 11/10/1944.

12. Voir les fonds du 106^e RI (SHD, GR 12 P 19) : ce groupe est dirigé vers Metz en novembre.

13. SHD, GR 9 P 25. Groupe de bataillons du Maine-et-Loire, lettre 863/Col., 16/12/1944.

moins 503 Alsaciens est attesté pendant l'automne 1944¹⁴. Ces hommes sont groupés dans un bataillon créé le 9 décembre (Bataillon II/10). Deux compagnies sont dirigées vers Strasbourg en janvier 1945 (pour un total de 369 personnels à la mi-février¹⁵).

Les états-majors FFI

Outre les états-majors FFI départementaux constitués sous le commandement de Georges Kieffer (*François*) dans le Bas-Rhin et de Paul Winter (*Daniel*) dans le Haut-Rhin, il convient de considérer le groupe de cadres alsaciens promouvant dès 1942, depuis la région lyonnaise, une action résistante alsacienne unitaire. En 1944, il est dirigé par Marcel Kibler (*Marceau, Réciproque*) et Guy d'Ornant (*Marchal*), affiliés à l'ORA et en liaison avec Londres. Ce groupe a d'abord conçu le projet du *GMA Sud*, puis à partir de juillet 1943 celui du *GMA Suisse*. Au printemps 1944, en entente avec le commandant FFI de la Région C Gilbert Hirsch-Ollendorf (*Grandval*), Kibler et d'Ornant œuvrent à la mise sur pied d'un *GMA Vosges* implanté dans le secteur de Raon-l'Étape¹⁶.

Si les deux conférences clandestines tenues à Grendelbruch en juin et juillet 1944 permettent d'affermir les liens avec les organisations alsaciennes et d'établir un projet d'action commun, Kibler et d'Ornant sont rapidement privés de moyens radio et perdent leurs liaisons avec les cadres du *GMA Sud* (dès juin) et du *GMA Suisse* (après le 19 août). Quant aux liens avec l'Alsace, ils sont rompus dans la foulée de la mise en échec du *GMA Vosges*, à Viombois le 4 septembre. « Assiégés » et « coupés de toutes liaisons¹⁷ », d'Ornant, Kibler et leurs compagnons sont contraints de rejoindre les lignes alliées en octobre.

14. SHD, GR 9 P 59. 10^e Région militaire (RM), bulletin de renseignement n° 1. SHD, GR 9 P 25. 4^e RM, correspondances au sujet des Alsaciens et Lorrains.

15. SHD, GR 12 P 289. Fonds relatifs au Bataillon II/10.

16. Fernand L'HUILLIER, *Libération...*, op. cit., p. 45-51.

17. Historique de la Résistance alsacienne, 5/12/1944, doc. cit.

Des relations ambivalentes avec l'autorité militaire

Lors de leur convergence vers l'Alsace, les groupements FFI à caractère alsacien (et, pour certains, mosellan) venus de la Zone Sud ou de Suisse entrent dans le giron de la 1^{re} Armée française. Aucun incident politique n'est rapporté à leur sujet. Leur acceptation par l'état-major de la 1^{re} Armée est synonyme de prise en charge logistique, voire d'équipement complet (cas du *GMA Suisse*).

Les FFI locaux entrent en contact avec les unités françaises et américaines au fur et à mesure de leur avance. Pour le gouvernement provisoire, ces relations doivent laisser place à une subordination à l'état-major de la 10^e Région militaire, créé en septembre à Paris et regroupant à la mi-novembre 122 personnels et 680 gendarmes¹⁸. Son commandement est d'abord proposé au général Joseph de Monsabert, commandant le 2^e Corps français, puis confié au général Jean Touzet du Vigier, commandant la 1^{re} Division blindée (1^{re} DB). Sa prise de fonction n'intervient que le 11 janvier 1945. Dans l'attente, l'interim est assuré par le général Jacques Schwartz, arrivant du Maroc et chargé de la Subdivision du Bas-Rhin. Celle du Haut-Rhin est confiée au général Charles Bapst, auparavant en fonction au Levant. Tous deux prennent pied respectivement à Strasbourg et à Mulhouse le 24 novembre. Ils entretiennent avec les états-majors FFI départementaux des rapports parfois tendus. Quant à Marcel Kibler et à Guy d'Ornant, ils cherchent à la fois à servir de médiateurs et à maintenir une organisation autonome.

273

La tentation d'un état-major régional autonome

En pleine impasse dans les Vosges, Guy d'Ornant rejoint les lignes alliées le 8 octobre, suivi par Marcel Kibler le 31. Ils entreprennent de relancer une coordination de la résistance alsacienne et mosellane en reconstituant un petit état-major au château de Chaude Eau, à Aillevillers-et-Lyaumont (Haute-Saône) et multiplient les rencontres pour obtenir des moyens radio à transférer en Alsace : à Paris avec les généraux Alphonse Juin et Pierre Koenig, auprès de l'état-major de la 1^{re} Armée, en Lorraine auprès du général Leclerc et de Gilbert Hirsch-Ollendorf. Nommé commandant de la 20^e Région militaire lorraine, ce dernier continue

18. 10^e RM, bulletin de renseignement n° 1, doc. cit.

d'assurer la responsabilité des opérations FFI au sein des portions non encore libérées de la Région C. Dans ce cadre, le 21 novembre, Kibler se voit délivrer un ordre de mission le recommandant au titre des FFI d'Alsace auprès de l'état-major de la 1^{re} Armée et auprès de celui de la 7^e Armée américaine¹⁹.

À cette période, une équipe *Jedburgh*, la *Team Julian II* uniquement composée d'agents français dont deux sous-lieutenants alsaciens, était en attente d'un envoi dans le Haut-Rhin. Elle est finalement dirigée vers Nancy le 19 novembre à la disposition de Gilbert Hirsch-Ollendorf. Kibler promeut alors son infiltration en Alsace *via* le secteur de Raon-l'Étape²⁰. La tournure des événements met fin à ces conjectures : le 24 novembre, le général Koenig annonce la fin d'activité de la Région FFI C et des liaisons radio afférentes pour le 1^{er} décembre. Tandis que l'équipe *Julian II* reste sans emploi à Nancy, Kibler est mis à la disposition de l'état-major de la 10^e Région pour les seuls départements alsaciens²¹. Sur fond de mésentente avec Gilbert Hirsch-Ollendorf²², Guy d'Ornant ne reçoit plus de mission.

Le 4 décembre, dans l'un de ses premiers rapports émis depuis Strasbourg, le général Schwartz signale bien la présence de Kibler à ses côtés, en tant que chef des FFI d'Alsace²³. Or il s'avère rapidement que d'Ornant, bien que privé de tout rôle officiel, reste auprès de lui, poursuivant un « rôle de conseiller » auprès des chefs FFI d'Alsace et de Moselle. Il démarche en ce sens le général Koenig comme le général Schwartz et le commissaire de la République Charles Blondel. Ces derniers ne lui donnent pas audience mais il persiste²⁴. L'affaire remonte au niveau ministériel sous la forme d'une convocation à Paris le 25 décembre pour une affectation hors d'Alsace. D'Ornant retourne pourtant derechef à Strasbourg et propose encore ses services au général Touzet du Vigier le 1^{er} janvier²⁵. Il est finalement affecté sur le front de Lorient.

19. André SIMON, *Marcel Kibler...*, op. cit., p. 250-251.

20. Archives nationales (AN), 72 AJ 84. Rapport de la *Team Jedburgh Julian II*.

21. SHD, GR 13 P 23. Note 8 394-GMP/CAM/FFI du général Koenig, 24/11/1944.

22. *Ibid.* Rapport du colonel Bourgeois, novembre 1944.

23. *Ibid.* 10^e RM, rapport 45/S/Cab, 4/12/1944.

24. *Ibid.* Lettre du lieutenant-colonel d'Ornant, 13/04/1945, doc. cit.

25. *Ibid.* Lettre du lieutenant-colonel d'Ornant, 1/01/1945.

Cette affaire ne semble pas se résumer à un seul jeu personnel. Le 9 décembre, Marcel Kibler enjoint l'équipe *Julian II* de le rejoindre à Strasbourg. Il la charge d'installer une liaison radio autonome entre Strasbourg, Mulhouse et Metz. Le projet n'aboutit pas mais démontre que Kibler n'a pas renoncé à l'idée d'une coordination entre Alsace et Moselle, indépendamment du cadre hiérarchique des 10^e et 21^e Régions militaires. En janvier, il s'appuie encore sur l'équipe *Julian II* pour tenter d'obtenir des parachutages d'armes. Quatre demandes sont adressées à la direction des FFI du ministère de la Guerre à Paris en passant par le relais radio londonien de l'équipe *Jedburgh* et non par les services de la 10^e Région. Sans réponse car la direction ministérielle des FFI, issue de l'*État-major national FFI* lié au Conseil national de la Résistance et qui n'a jamais eu voix au chapitre en matière de parachutages, est alors en voie de suppression : Marcel Kibler a cherché à actionner des leviers périmés. Au demeurant, la mission de l'équipe *Julian II* est close le 26 janvier sur décision de l'état-major de la 10^e Région, dont les actes montrent une distanciation à l'égard de Marcel Kibler. Ainsi, le général Schwartz a attendu le 3 janvier pour partager avec lui (et Georges Kieffer) des informations plus que sensibles, reçues dès le 1^{er} janvier sur la menace d'un repli américain dans le Bas-Rhin²⁶.

Jeux départementaux

Dans le Haut-Rhin, malgré la répression qui a frappé l'état-major départemental en octobre 1944, les FFI se montrent au grand jour à l'arrivée des troupes françaises. Les fonds conservés ne montrent pas de tension majeure entre les organes FFI et l'armée, malgré des frictions dans le domaine civil (à l'image du refus initial de Paul Winter de reconnaître le préfet Jacques Fonlupt).

Dans le Bas-Rhin, les relations entre l'état-major FFI de Georges Kieffer et le général Schwartz démarrent sous de bons auspices. Le 27 novembre, Schwartz proclame la pleine appartenance des FFI bas-rhinois à l'armée régulière²⁷. Mais l'activité de Kieffer est rapidement jugée « extra-légale²⁸ ». Des tensions se cristallisent notamment au

26. Rapport de la *Team Julian II*, doc. cit. L'HUILLIER, *op. cit.*, p. 116-119.

27. SHD, GR 13 P 120. 10^e RM, note 455/I-Org, 27/11/1944.

28. SHD, GR 9 P 59. Historique succinct de la 10^e RM, février 1945.

sujet de trois bataillons de sécurité que le général Schwartz compte créer²⁹. Seules les bases de deux bataillons émergent en décembre 1944 à Strasbourg et à Haguenau, du fait d'une « opposition systématique du chef FFI du Bas-Rhin [...] qui ne considérait nullement son rôle terminé et entendait garder en mains ses propres formations pour étayer son autorité et opérer ses contrôles ». Il est fait état d'une « véritable petite guerre³⁰ ». La faiblesse du recrutement local (de l'ordre de seulement 500 hommes) conduit le général Schwartz à demander l'envoi d'éléments externes (le *Bataillon Schmidt*, fourni par la 1^{re} Armée, et le Bataillon III/20 de la Meurthe-et-Moselle, prêté par la 20^e Région militaire). Marquant sa différence avec les FFI, dont la paie était assurée par leurs employeurs civils³¹, la 10^e Région n'a assuré la solde que pour les éléments opérant sous son contrôle direct.

La dichotomie observée entre les deux départements s'explique par des contextes foncièrement différents. Dans le Haut-Rhin, l'omniprésence de la 1^{re} Armée ne laisse aucune place à des entités FFI autonomes. À l'inverse à Strasbourg, l'état-major de la 10^e Région ne dispose pas d'un tel poids, dans un secteur initialement placé sous commandement américain avec une haute main des équipes des *Civils affairs* sur des pans entiers de la vie civile. Le général Schwartz n'a au départ aucune ressource matérielle à distribuer, qu'il s'agisse d'armes ou d'essence. Organisé à Paris puis à Nancy, son état-major a de plus pu générer un effet de repoussoir pour des cadres FFI locaux prompts à se méfier de l'arrivée d'éléments extérieurs. Les actes politiques de Georges Kieffer, tels ses menaces d'arrestation de représentants communistes ou ses instructions pour l'adhésion des FFI à une formation politique (l'Union nationale de Rénovation), n'ont rien arrangé³². Ces ambiguïtés prennent fin avec la dissolution officielle des états-majors FFI alsaciens le 9 février 1945. Georges Kieffer et Paul Winter confirment alors leur positionnement politique en présidant les deux comités départementaux de libération alsaciens.

29. *Ibid.* 10^e RM, bulletin de renseignement n° 3, 4/12/1944.

30. *Ibid.* Rôle et activité du Gouvernement militaire de Strasbourg, 03/1945.

31. Gaston HAELLING, *Une préfecture désannexée*, Strasbourg, Éditions Le Roux, 1954, p. 90.

32. Fernand L'HUILLIER, *Libération...*, *op. cit.*, p. 162 et 168. SHD, GR 13 P 27. Ordre du commandant Kieffer, 29/01/1945.

Les formules d'engagement

Le décret du 20 septembre 1944 a instauré la signature pour les FFI d'engagements pour la durée de la guerre. Si ce cadre est appliqué aux ex-*Malgré-Nous* regroupés à Nancy, les états-majors de la 1^{re} Armée et de la 10^e Région ont proposé aux Alsaciens des formules locales.

Les engagements adaptés de la 1^{re} Armée

Les différents groupements alsaciens ayant rejoint le 1^{re} Armée constituent à court terme un apport de combattants pour les opérations en Alsace et, à moyen terme, un vivier patriote utile pour y relancer les services publics et la vie économique. Aussi, l'état-major de la 1^{re} Armée adopte en octobre une formule *ad hoc* distincte des engagements appliqués aux autres formations FFI : un engagement limité à « la durée des opérations d'Alsace-Lorraine³³ », permettant un potentiel réemploi civil sans attendre la fin des hostilités. Cette formule proposée aux 4 700 Alsaciens (et Mosellans) ayant rejoint précocement la 1^{re} Armée se singularise surtout par son ampleur, car on ne trouve pas d'équivalent ailleurs hormis pour 400 volontaires des fronts de Royan et de Dunkerque³⁴. Pour les intéressés, le choix entre les engagements standards et un retour à la vie civile ne s'est posé qu'à retardement : à partir du 15 décembre pour le *GMA-Suisse* et la *Demi-brigade Oziol*, en février pour la *Brigade Alsace-Lorraine* et le *Bataillon Schmidt*.

Les Volontaires du Rhin

Lors de la dissolution officielle des FFI d'Alsace, le général Touzet du Vigier prend l'initiative de leur proposer une alternative au retour à la vie civile et à l'engagement militaire. Le 3 février, il instaure des formations spéciales ne nécessitant pas d'engagement : les *Bataillons de Volontaires du Rhin* (BVR), à raison d'un bataillon par département³⁵. Il

33. SHD, GR 10 P 225. 1^{re} Armée, compte-rendu sur la Brigade Alsace-Lorraine et le Bataillon Schmidt, 20/02/1945.

34. Stéphane WEISS, *Le jour d'après – Organisations et projets militaires dans la France libérée (août 1944-mars 1946)*, thèse de doctorat d'histoire (dir. Laurent Douzou), Université Lyon 2, 2016, p. 295 (en ligne : www.theses.fr).

35. SHD, GR 9 P 59. 10^e RM, décision 1 322/1-Org, 3/02/1945.

assimile ces éléments à des « réservistes frontaliers³⁶ » destinés à des missions temporaires, sur convocation par la 10^e Région, sans autre uniforme qu'un brassard. La formule est voisine de celle pratiquée en Savoie et dans l'Ain durant l'automne 1944 par la 14^e Région militaire (Lyon), sous le nom d'unités *de type Suisse*³⁷.

Cette mesure est parfois présentée comme une nécessité militaire impérieuse³⁸. Rien n'étaye pourtant le fait, à commencer par le faible armement des FFI locaux et la saturation en troupes de l'Alsace. En février et en mars, neuf bataillons français y sont d'ailleurs en voie d'équipement comme bataillons de sécurité, sans compter six autres bataillons de ce type déjà employés en Moselle par les forces américaines et six autres en attente d'un transfert vers l'Alsace³⁹.

En outre, la création de groupes civils armés ne s'inscrit pas dans la politique gouvernementale. Touzet du Vigier signale son initiative au ministère de la Guerre le 8 février, évoquant une solution qui lui « est apparue comme la seule permettant, sans heurt, un retour immédiat à la légalité républicaine » en offrant une porte de sortie aux FFI locaux. L'accueil est circonspect : les notes conservées évoquent un « curieux mélange de frontaliers, de FFI et de milices patriotiques [...] nullement dans la ligne actuelle⁴⁰ ». Le 28 février, le ministère conclut à la nécessité de supprimer ces unités⁴¹, un propos repris le 15 mars par le ministre de l'Intérieur Adrien Tixier :

Je suis [...] tout à fait défavorable à la création des Volontaires du Rhin [...]. Ces hommes n'ont pas d'uniformes, ils portent un brassard et conservent leurs armes en permanence chez eux. Ils sont, en fait, sous le commandement des anciens cadres FFI qui sont en même temps membres des comités de Libération. Il en résulte une confusion des pouvoirs qui va directement contre les instructions que le général de Gaulle a données lui-même aux chefs des FFI à son passage en Alsace⁴².

36. SHD, GR 12 P 289. 10^e RM, note 2 946/3-E, 27/02/1945.

37. Stéphane WEISS, *Le jour d'après...*, op. cit., p. 294-295.

38. Eugène RIEDWEG, *La Libération...*, op. cit., p. 210.

39. Stéphane WEISS, *Le jour d'après...*, op. cit., p. 178. Roger MICHALON, *Les Grandes Unités...*, op. cit., p. 289, 343, 391 et 413-417.

40. SHD, GR 12 P 289. 10^e RM, lettre 1 598/1-Org, 8/02/1945, avec annotations des généraux Leyer et Pfister.

41. *Ibid.* Lettre 2 519-EMGG/1, 28/02/1945.

42. *Ibid.* Lettre AL/COR 1 336 d'Adrien Tixier à André Diethelm, 15/03/1945.

Créé le 19 février, le 1^{er} BVR (Bas-Rhin) est dissous le 20 avril. Le 2^e BVR (Haut-Rhin), créé le 10 février, est dissous dès le 1^{er} avril. Les dossiers d'homologation indiquent un effectif de 2 274 volontaires dans le Bas-Rhin et 2 741 dans le Haut-Rhin, soit respectivement 20 et 30 % des FFI locaux recensés après-guerre⁴³.

Bilan des engagements militaires

Les formules *ad hoc* évoquées ne sont que transitoires. *In fine*, les FFI alsaciens n'ont d'autre choix qu'un engagement standard ou un retour à la vie civile. Les effectifs arrivés de la Zone sud ou de Suisse connaissent une nette décrue au fil des semaines, chutant à 2 400 combattants à la mi-décembre. Au final, au regard des inventaires conservés, quelque 2 200 volontaires souscrivent un engagement pour la durée de la guerre, soit environ 45 %, un taux comparable à ceux observés parmi d'autres formations FFI de la 1^{re} Armée.

Le flux d'engagements de FFI locaux pour la durée de la guerre apparaît bien moindre. Les dossiers d'homologation n'en décomptent que 331 (sans exhaustivité). Les fonds de la 10^e Région permettent d'estimer le nombre des recrues locales entre 1 100 et 1 300 en mars 1945, soit 7 % des effectifs FFI listés après-guerre. Le profil plus âgé qu'ailleurs des FFI locaux explique ce taux, sachant que les engagements pratiqués en 1944 excluaient les individus de plus de 35 ans.

Enrégimentement

Le décret du 19 septembre 1944 relatif aux FFI a instauré leur regroupement en *bataillons de marche*. Leur structure est précisée le 26 septembre en référence aux *bataillons de sécurité*, demandés à la France par le haut commandement allié pour la garde des voies de communication. Ces unités devaient permettre un emploi opérationnel immédiat, tout en servant de briques de base pour la création ultérieure de nouveaux régiments. La 1^{re} Armée et la 10^e Région ont appliqué ce cadre aux formations FFI alsaciennes, avec des résultats différents selon leur provenance.

43. *Ibid.* Fonds relatifs aux 1^{er} et 2^e BVR.

Les volontaires de la Zone sud et de Suisse

Les groupements venus de la Zone sud et le *GMA Suisse* empruntent des parcours similaires à partir de septembre 1944. Ils servent d'unités supplétives d'infanterie associées aux formations de la 1^{re} Armée : dans les Vosges dès septembre et octobre concernant la *Brigade Alsace-Lorraine* (au prix du dixième de ses effectifs du moment), en Alsace à partir du 24 novembre pour les autres unités.

280

Malgré le discours unitaire porté dans les récits d'après-guerre, ces formations sont restées dispersées. Un rapprochement entre la *Brigade Alsace-Lorraine* et le *GMA Suisse* a échoué, sur fond de mésentente entre chefs. Des fusions ne sont intervenues que pour pallier les réductions d'effectifs, par exemple en décembre entre le reliquat du *GMA Suisse* et le *Bataillon Rapp*. Hormis le *Bataillon Schmidt* mis à la disposition de la 10^e Région, ces unités évoluent au sein de la 1^{re} Armée pour finalement former, en mars 1945, trois composantes de la 3^e Demi-Brigade de Chasseurs, au sein de la nouvelle 14^e Division.

Les FFI locaux

Certains documents désignent les organisations FFI locales en tant que *Régiments du Bas-Rhin et du Haut-Rhin*⁴⁴. Les FFI locaux sont toutefois restés structurés par localités, en groupes de tailles variables, sans que cela ne leur ôte le moindre mérite. Ils ont assuré les missions dévolues aux FFI par les Alliés depuis l'été 1944 dans les zones d'opérations : guides pour les troupes amies, supplétifs pour des opérations de nettoyage, des patrouilles ou la garde d'infrastructures. Ce rôle s'est prolongé dans le nord du Bas-Rhin jusqu'en mars 1945.

Au quotidien, tous les FFI n'ont pas simultanément servi militairement. Le 4 décembre, le général Schwartz indique que l'effectif effectivement utilisable à Strasbourg était estimé à 700 hommes et restait « assez instable⁴⁵ ». Le manque d'armes a pesé. En janvier 1945, par exemple, les FFI du secteur de Bischwiller sont en première ligne mais ne disposent d'armes que pour une quarantaine d'hommes⁴⁶. Le

44. SHD, GR 13 P 23. Historiques des Régiments du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, non datés.

45. Rapport 45/S/Cab, doc. cit.

46. SHD, GR 13 P 27. FFI – Secteur de Bischwiller, rapport du 7/01/1945.

fait explique en partie les tensions quant à l'emploi des FFI bas-rhinois, nourries de deux perceptions opposées : d'un côté, l'état-major FFI bas-rhinois fonctionnant sur la base de groupes activés selon les besoins (et les moyens), de l'autre côté l'état-major de la 10^e Région ne considérant la question qu'à travers le prisme de bataillons permanents.

La question de l'emploi des FFI alsaciens en bataillons refait surface le 5 janvier 1945 lors de l'attaque allemande de Gamsheim. Les groupes FFI locaux, intégrés au dispositif américain de surveillance du Rhin, donnent l'alarme. Dès le 4 janvier, quelque 700 FFI du secteur de Strasbourg, non nécessairement armés, occupent les casemates des rives du Rhin du port de Strasbourg au Neuhof. Le 6 janvier, arrivant des Vosges avec des effectifs déficitaires, la 3^e Division d'infanterie algérienne (3^e DIA) demande un renfort de 500 FFI armés pour l'appuyer au nord de Strasbourg. Une demande similaire est faite le 9 janvier pour la surveillance du Rhin au sud de la ville jusqu'à Plobsheim⁴⁷. Les dossiers d'homologation ne comptabilisent que l'emploi de 300 FFI face au nord et de 250 autres au sud. Au sujet des 500 hommes demandés le 6 janvier, seuls 120 arrivent le 7 depuis la vallée de la Bruche, rejoints le 8 par des groupes venus du voisinage mais aussi d'Obernai ou de Barr⁴⁸. Par la suite, l'état-major de la 10^e Région a critiqué « l'impossibilité » du commandant Kieffer à répondre aux sollicitations de l'armée, évoquant la démonstration « de l'incapacité des FFI non militarisés [pour] assurer une mission de guerre⁴⁹ ».

Le contingent employé au nord de Strasbourg est connu en tant que *Bataillon Rivière*, du pseudonyme de son commandant, Jean Eschbach (*Rivière*), l'un des seconds de Marcel Kibler. Ses effectifs n'ont pas dépassé ceux d'une grosse compagnie : 300 hommes le 8 janvier, 145 vers le 20 janvier, selon les dossiers d'homologation. Les intéressés ont œuvré sur les rives de l'Ill jusqu'au 30 janvier dans des conditions matérielles des plus précaires. À la même période, 200 FFI du secteur de Barr ont servi d'auxiliaires à la 5^e DB, aux abords d'Ebersheim, sans soulever de polémique.

47 SHD, GR 9 P 59. 10^e RM, notes 47/S3EE et 69/S3E des 6 et 9/01/1945.

48. *Ibid.* 10^e RM, historique de la tête de pont de Gamsheim, 10/01/1945.

49. *Ibid.* Historique succinct de la 10^e RM, doc. cit.

Quant aux *Bataillons de Volontaires du Rhin*, peu de mentions de leur emploi sont conservées. Signalons la mort d'un volontaire abattu par une patrouille amie à Huningue en mars⁵⁰. Un ultime appel des volontaires bas-rhinois intervient le 18 avril pour la sécurisation de la rive gauche du Rhin, parallèlement à l'avance française sur la rive opposée⁵¹.

Les bataillons de sécurité de la 10^e Région

Dès décembre 1944, les généraux Schwartz et Bapst engagent la mise sur pied de bataillons de sécurité, à Nancy, Strasbourg et Mulhouse, avec une cible de 800 hommes par unité : les Bataillons I/10, II/10, III/10 et IV/10. Le gouvernement prévoit la création minimale d'un bataillon de ce type par département et par grande ville, en sus des bataillons de sécurité demandés par le haut commandement allié pour la garde de ses voies de communication (tels 36 bataillons mis à disposition des Alliés dès octobre⁵²). Dans les faits, en décembre 1944 et janvier 1945, la 10^e Région couple des effectifs recrutés localement et des renforts externes : quatre escadrons de la Garde, le *Bataillon Schmidt* et le Bataillon III/20 lorrain.

Ces unités sont globalement absentes de l'historiographie, qui consacre au sujet de la défense de Strasbourg un récit affirmant que le général Schwartz n'a disposé que des escadrons de la Garde, de la *Brigade Alsace-Lorraine* et des FFI locaux⁵³. En écho aux tensions signalées à leur sujet entre la 10^e Région et l'état-major FFI bas-rhinois, c'est oublier les 400 hommes du Bataillon III/20 et les 700 hommes du Bataillon I/10 (400 recrues locales et 300 Alsaciens du *Bataillon Schmidt*), bientôt rejoints les 6 et 18 janvier par les deux premières compagnies du Bataillon II/10 formé à Nancy.

À défaut d'une unité de commandement, ces bataillons et les FFI locaux partagent le même dénuement matériel. Le 5 janvier, au sein du Bataillon I/10, seuls 300 hommes sont déclarés « utilisables » : il s'agit des deux compagnies du *Bataillon Schmidt*, tandis que les recrues locales sont

50. SHD, GR 12 P 289. 80^e RI, rapport 785/RI3, 16/03/1945.

51. SHD, GR 9 P 59. 10^e RM, rapport sur les opérations du 31/03 au 9/05/1945.

52. Stéphane WEISS, *Le Jour d'après...*, op. cit., p. 175-176.

53. Léon MERCADET, *La Brigade Alsace-Lorraine*, Paris, Éditions Grasset, 1984, p. 248. Eugène RIEDWEG, *La Libération...*, op. cit., p. 265. Fernand L'HUILLIER, *Libération...*, op. cit., p. 117 et 148.

encore « non armées et non instruites⁵⁴ ». Du 1^{er} janvier au 20 février, ces petits bataillons placés aux ordres du lieutenant-colonel Étienne Bach (envoyé par le ministère de la Guerre) participent à la défense rapprochée de Strasbourg en s'appuyant sur les lignes d'eau, d'abord face au nord puis face au sud et enfin sur le Rhin.

Dans le Haut-Rhin, au regard des fonds conservés, la constitution du bataillon de sécurité IV/10 s'opère le 15 janvier en bonne entente avec les responsables FFI locaux. En cohérence avec les organisations FFI antérieures, il est réparti en quatre compagnies mulhousiennes et trois compagnies localisées à Altkirch, Saint-Louis et Thann, pour un total de 1 100 volontaires à la fin du mois de février. Le bataillon reprend les missions de garde jusqu'alors dévolues aux FFI armés⁵⁵.

Le 23^e RI

Le 6 février 1945 le ministère de la Guerre ordonne le regroupement des bataillons de la 10^e Région en un nouveau 23^e Régiment d'infanterie (avec une cible de 2 474 hommes). Il prend corps le 15 février aux ordres du colonel Jean Pol Lacroix. Le 1^{er} Bataillon, organisé à Strasbourg autour du Bataillon I/10, totalise 492 personnels le 13 février. Le 2^e Bataillon, créé à Strasbourg à partir du Bataillon II/10 et des reliquats de l'éphémère Bataillon III/10 de Haguenau, regroupe 385 hommes le même jour. Le 3^e Bataillon est créé le 16 mars à Mulhouse à partir des effectifs engagés du Bataillon IV/10, avec initialement 554 personnels. Le régiment compte 1 761 personnels le 27 mars, après l'appoint de nouveaux contingents d'anciens *Malgré-Nous*. Les fonds conservés témoignent des difficultés de la 10^e Région pour capter des recrues locales, du fait de la multiplication en Alsace de bureaux de recrutement de la 1^{re} Armée et de la 2^e DB. Une prise en charge matérielle alliée du 23^e RI est envisagée mais sans se concrétiser : au fil des mois, la situation matérielle du régiment ne fait que stagner, avec un panachage d'équipements de récupération.

En avril, le 23^e RI est chargé de la garde de la frontière autour de Wissembourg et des rives du Rhin. Le 16 avril, le 1^{er} Bataillon établit une tête de pont à Kehl. Le régiment est ensuite affecté à la garde des axes logistiques français en Allemagne. Initialement formé de recrues

54. Historique de la tête de pont de Gambsheim, doc. cit.

55. SHD, GR 12 P 6. Journaux de marche du 23^e RI et de ses bataillons.

alsaciennes, le 23^e RI perd son caractère régional dès fin avril 1945, avec l'incorporation de conscrits des 11^e et 13^e Régions militaires (Bretagne et Auvergne). En juillet, tandis que s'amorce la démobilisation des ex-FFI engagés pour la durée de la guerre, le 23^e RI ne compte plus que 60 % d'Alsaciens⁵⁶.

Conclusion

284

Entre l'automne 1944 et mai 1945, l'intégration dans l'armée française des FFI se déclarant *alsaciens* s'est singularisée par un cumul de pluralités de provenances, de lignes hiérarchiques et de formules d'engagements. Les contributions militaires correspondantes ont varié, contingentées par la disponibilité des armes. Leur caractère apolitique et unitaire, mis en avant dans l'historiographie, résulte moins des faits que du poids de certains acteurs, tels Marcel Kibler ou les chefs départementaux, dans l'écriture précoce de récits et rapports centrés sur leurs actions.

Cette pluralité s'est reproduite au plan mémoriel. La concurrence entre l'état-major FFI bas-rhinois et la 10^e Région se retrouve dans le contraste séparant la place historiographique accordée aux premiers et le vide entourant les bataillons de la seconde. L'épisode majeur de la défense de Strasbourg aurait pu servir de point d'ancrage pour une mémoire partagée des différents FFI alsaciens, presque tous y ayant été représentés : les FFI locaux restés autonomes, ceux ayant intégré les bataillons de sécurité comme ceux issus de la diaspora. Or les lieux commémoratifs restent distincts (les FFI bas-rhinois au square Tivoli et à Kilstett, la *Brigade Alsace-Lorraine* à Krafft...) et partiels (aucune mention des Bataillons *Schmidt*, I/10, II/10...).

Pour autant, en permettant la mise sur pied de deux des 69 régiments d'infanterie recrées en métropole en 1944-1945, la contribution des FFI alsaciens n'a pas été négligeable, qui plus est pour une région à la libération tardive et à la population ponctionnée par l'incorporation de force.

56. SHD, GR 12 P 6. 23^e RI, rapport sur le moral, 30/07/1945.

Résumé

L'intégration des FFI alsaciens dans l'Armée en 1944-1945

Les Forces françaises de l'intérieur (FFI) organisées en Alsace ou dans le cadre de groupements affirmant un caractère alsacien sont réputées s'être distinguées par leur dimension apolitique. Cette spécificité aurait pu faciliter leur intégration dans l'armée française en 1944-1945. Or celle-ci n'a pas été plus rapide qu'au sein des régions libérées dès septembre 1944. Elle a de plus impliqué la mise en œuvre de formules distinctes de celles pratiquées dans les autres régions françaises. Ce constat amène à réétudier les modalités d'intégration et d'emploi militaire des FFI alsaciens au sein de l'armée française entre l'automne 1944 et mai 1945. Tel est l'objet de cet article reposant principalement sur l'analyse des fonds conservés au Service historique de la Défense.

285

Zusammenfassung

Die Eingliederung der elsässischen Widerstandskämpfer in die Armee 1944-45

Von im Elsass, wie auch bei anderweitig entstandenen Gruppen mit starker elsässischer Beteiligung, organisierten Widerstandsgruppen der Forces Françaises de l'Intérieur (Innerfranzösischen Kräfte) ist bekannt, dass sie nicht einer politischen Richtung angeschlossen waren. Diese Eigenschaft hätte ihre Eingliederung in die französische Armee 1944-45 eigentlich erleichtern sollen. Diese verlief jedoch nicht schneller als in den Regionen, die schon im September 1944 befreit waren. Diese Feststellung bewegt uns dazu die Bedingung unter denen elsässische Widerstandskämpfer im Herbst 1944 und im Mai 1945 in die Armee aufgenommen und beschäftigt wurden, in einem neuen Licht zu betrachten. Dieser Artikel hat sich zum Ziel gesetzt dies anhand der Dokumente, die sich im Historischen Armeearchiv befinden, zu erneuern.

Summary

How the Alsatian members of the FFI movement joined the ranks of the armed forces in 1944-1945

The FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) having been organized in Alsace or in groups claiming an Alsatian identity were reputed for their non-political character. This feature might have made their integration into the French forces in 1944-1945 easier. Now it was actually no faster than in the provinces which had been liberated as early as September 1944. Moreover, it resorted to practices which were different from those of other French provinces, which encouraged to revisit the ways Alsatian FFI members had been accepted by the French armed forces between autumn 1944 and May 1945. This is what this contribution aims at, mainly analysing the archives available in the Historic services of the Ministry of Defense.